

**DOCUMENT CONTRACTUEL**

**VALANT ACTE D'ENGAGEMENT et CCP**

**Diagnostic amiante avant démolition  
Parcelle 497/498  
Basse-Terre**

**Marché passé selon l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016  
relatif aux marchés publics**

## ARTICLE I) CONTEXTE ET OBJET DU MARCHÉ

Dans le cadre du projet d'extension et reconstruction de la maison d'arrêt de Basse-Terre, une démolition complète des bâtiments implantés sur les parcelles AI497 et 498 est prévue.

Les parcelles comportent 2 bâtiments de bureaux et des hangars pour une superficie totale approximative de 1400m<sup>2</sup>. Un des 2 bâtiments est toujours occupé par Route de Guadeloupe, les hangars sont utilisés pour du stationnement.

L'objet du marché est la réalisation d'un diagnostic amiante avant démolition.

## ARTICLE II) LES CONTRACTANTS

### II-a) Contractant titulaire

Je, contractant soussigné, .....

agissant pour le compte de la société .....

en qualité de .....

ayant son siège social à .....

n° SIRET 393 168 273 00332

Code APE 7120 B

Titulaire unique ou mandataire solidaire du groupement conjoint ou mandataire du groupement solidaire (*ayer la mention inutile*), dûment mandaté à cet effet,

et en cas de groupement - 2<sup>ème</sup> co-contractant du groupement solidaire ou du groupement conjoint, (*ayer mention inutile*)

Je, contractant soussigné, .....

agissant pour le compte de la société .....

en qualité de .....

ayant son siège social à .....

n° SIRET .....

Code APE .....

- Après avoir produit toutes les attestations prévues par le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

M'ENGAGE (NOUS ENGAGEONS), sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le marché, à exécuter les missions aux conditions particulières ci-après, qui constituent l'offre.

Le présent document contractuel valant acte d'engagement et CCAP ainsi présenté ne me (nous) lie toutefois que si son acceptation m' (nous) est notifiée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

### II-b) La personne publique

Pouvoir adjudicateur : Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice

Représentant du pouvoir adjudicateur : Madame la Directrice Générale de l'APIJ, 30 rue du Château des Rentiers, 75013 PARIS

### **ARTICLE III) PIECES CONSTITUTIVES**

Les pièces constitutives du marché, dont les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seuls foi, sont les suivantes, par ordre de priorité :

- Le présent document contractuel,
- Le CCAG applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), option B,
- Le descriptif détaillé du titulaire

### **ARTICLE IV) DELAIS ET PENALITES**

La durée prévisionnelle du marché est de trois (03) mois. L'ensemble des prestations devra être achevé au plus tard dans un délai de huit (08) semaines à compter de la notification du marché.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, il sera appliqué au titulaire les pénalités suivantes :

- En cas de retard sur le délai global d'exécution, une pénalité de 50 € HT par jour de retard est appliquée.
- Une pénalité forfaitaire de 100 € sera appliquée pour tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées à l'article XI du présent document dès lors que celles-ci ne sont assorties d'aucun délai.
- Une pénalité de 50 € par jour de retard sera appliquée pour tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées à l'article XI du présent document dès lors que celles-ci sont assorties d'un délai.
- En cas de manquement aux obligations rappelées à l'article XII du présent CCAP, une pénalité forfaitaire de 150 euros par jour de retard sera appliquée. Parallèlement, le pouvoir adjudicateur mettra en demeure le titulaire de lui transmettre ces pièces. A défaut de transmission de ces pièces dans le délai imparti, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-PI, les pénalités ne seront pas révisées.

Par dérogation à l'article 14.3, le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité.

### **ARTICLE V) MONTANT DU MARCHÉ**

Les prestations seront rémunérées selon un prix global et forfaitaire :

	Montant en euros (en chiffres)
Prix hors TVA	3250,00
TVA au taux de 8,5 %	276,25
Prix TTC	3526,25

Le prix du marché est réputé tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations. Il est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations du marché y compris les frais de déplacements, les frais d'hébergement, les frais généraux, impôts et taxes, l'ensemble des mesures et des dispositifs destinés à assurer le respect des obligations de sécurité, et assurer au prestataire une marge pour risques et bénéfices.

Les prix sont fermes et actualisables selon les modalités suivantes :

Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre : **août 2016**, ce mois est appelé mois zéro « Mo ».

#### Actualisation des prix

Les prix sont fermes et actualisables suivant les modalités fixées aux articles suivants.

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro" indiqué dans l'acte d'engagement.

#### *Choix de l'index de référence*

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la variation du prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index ingénierie Ing publié par l'INSEE

#### *Modalités d'actualisation des prix*

La variation des prix est effectuée par application au prix d'un coefficient donné par la formule :

$$C_m = I_{(m-3)} / I_0$$

dans laquelle  $I_0$  et  $I_{(d-3)}$  sont les valeurs prises au mois zéro et au mois m-3, par l'index de référence I du marché, sous réserve que le mois m du début du délai contractuel d'exécution soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Aucune avance ne sera versée.

### **ARTICLE VI) .DESCRIPTIF DES PRESTATIONS**

---

#### **VI-a) Etendue des prestations**

La mission consiste à réaliser un diagnostic amiante avant démolition pour les bâtiments et hangars situés sur les parcelles AI497 et AI498 sur la commune de Basse-Terre en Guadeloupe.

Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer une campagne de qualité. De manière générale, il proposera avec son offre les modalités d'exécution qu'il envisage (organisation, délais, moyens matériels et humains, modalités de travail, forme et contenu des documents, ...) pour répondre aux objectifs et exigences demandés. Ces modalités pourront faire l'objet d'une mise au point avec le Maître d'Ouvrage et devront être acceptées avant tout début d'exécution. Le titulaire du présent marché aura à sa charge l'établissement et la diffusion de l'ensemble des comptes rendus des réunions de travail nécessaires à l'accomplissement de sa mission ainsi que le rapport final.

#### **VI-b) Conditions particulières d'intervention**

Une demande d'accès devra être formulée auprès de l'APIJ avant la réalisation des sondages. Etant en site occupé, la gêne liée au sondage destructif devra être anticipée avant réalisation. Le titulaire mettra en place les moyens nécessaires pour garantir aux usagers et utilisateurs une parfaite sécurité pendant sa mission et à l'issue de cette dernière.

Le titulaire se rendra disponible, dès la commande, pour rencontrer le maître d'ouvrage afin notamment d'organiser la limitation des nuisances.

Sans ces précautions la mission sera retardée sans ouvrir droit à prolongation de délai.

Les autorisations d'usage du domaine public, si cela s'avère nécessaire, seront sollicitées par le titulaire qui fera son affaire de leur obtention auprès des différentes autorités ou services publics intéressés.

Un état des lieux contradictoire sera réalisé entre la maîtrise d'ouvrage et le titulaire du marché.

Le titulaire aura à sa charge la remise en état des lieux suite à son passage.

#### **VI-c) Documents à fournir**

La mission doit faire l'objet d'un dossier spécifique. Celui-ci comprendra par exemple : un rapport de fin de mission incluant les résultats des différents échantillons et la cartographie de chaque zone.

Le rapport de fin de mission doit comporter au minimum :

- le nom du demandeur ;
- la référence de la commande ;
- les références normatives ;
- les dates de réalisation de la mission ;
- le contenu précis de la mission ;
- les résultats de la mission ;
- les limites de validité des résultats de la mission ;
- les compléments de mission éventuellement nécessaires et les missions suivantes à réaliser pour réduire les incertitudes et les risques

Le rendu sera livré en 1 exemplaire A4 papier et sous 1 CD Rom au format word ou PDF.

#### **ARTICLE VII) MODALITES DE REGLEMENT**

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues en les créditant sur le compte suivant, par paiement unique, sans acompte :

Domiciliation : BNP Paribas Sud Atlantique			
Etablissement	Guichet	Numéro de Compte	Clé RIB <b>50</b>
<b>30004</b>	<b>00793</b>	<b>0002502763 0</b>	
IBAN			BIC <b>BNOPAFR PPP6A</b>
<b>FR76</b>	<b>3000</b>	<b>4007 9300 0250 2763 050</b>	
Titulaire du compte : <b>Apave Parisienne SA S</b>			

L'APIJ se libérera des sommes dues au titre de la présente commande en en faisant porter son montant au crédit du compte désigné par le titulaire. Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la remise par le titulaire de son projet de décompte.

#### **ARTICLE VIII) AVANCE**

Si les conditions de l'article 110 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sont réunies, une avance peut être versée au titulaire. Son montant, en prix de base, est égal à 5 % du montant du marché.

- j'accepte de percevoir l'avance prévue
- je n'accepte pas de percevoir l'avance

#### **ARTICLE IX) DELAIS DE PAIEMENT**

Le délai global de paiement maximum imparti au représentant du pouvoir adjudicateur pour procéder au règlement est fixé à 30 jours à compter de la remise du décompte au taux et selon la réglementation en vigueur.

## **ARTICLE X) OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE ET DE SECURITE**

---

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance durant l'exécution du marché, dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité du projet. Sauf précision contraire du pouvoir adjudicateur, tous les documents remis au titulaire sont réputés confidentiels

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- sauf autorisation expresse du maître d'ouvrage, s'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers ;
- sauf autorisation expresse du maître d'ouvrage, ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché ;
- ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- prendre toutes mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;
- procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf avis contraire du maître d'ouvrage ;
- remettre au représentant du pouvoir adjudicateur une attestation de destruction desdits fichiers, le cas échéant.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues à l'article IV du présent CCAP, la responsabilité du titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

## **ARTICLE XI) ASSURANCES**

---

Le titulaire devra être titulaire d'une police destinée à garantir sa responsabilité civile, autre que décennale, en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait ou à l'occasion de sa mission en cours d'exécution ou terminée.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage, sans indemnisation.

## **ARTICLE XII) DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE**

---

Le titulaire du marché est tenu de remettre au maître d'ouvrage, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces prévues par les articles D 8222-5 du Code du travail s'il est établi en France, et D 8222-7 à D 8222-8 s'il est établi à l'étranger.

Le titulaire du marché est tenu de remettre également au maître d'ouvrage conformément à l'article D 8254-2 du Code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, qu'il soit établi en France ou à l'étranger, la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du Code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche
- sa nationalité
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

## **ARTICLE XIII) RESILIATION DU MARCHE**

---

Le marché pourra être résilié dans les conditions fixées aux articles 29 à 33 du CCAG-PI.

### **XIII-a) 13.1. Résiliation du fait du maître de l'ouvrage**

Le pourcentage à prendre en considération pour le calcul de la somme forfaitaire à verser au titulaire, en application du 33 du CCAG Prestations Intellectuelles pour la partie résiliée est fixé à 1%.

### **XIII-b) 13.2. Résiliation aux torts du titulaire**

En cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis conformément aux articles 48-I et 51 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le marché sera résilié aux torts du titulaire et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, sans mise en demeure.

Le marché peut également être résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, avec exécution des prestations à ses frais et risques, en cas de non remise au pouvoir adjudicateur des documents prévus aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8254-2 du Code du travail et/ou si celui-ci n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail.

## **ARTICLE XIV) DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

---

Est dérogé l'article 14 du CCAG-PI par l'article IV du présent AE CCP.

Fait en un seul original à Bahia, le

28 septembre 2016

Mention manuscrite « Lu et Approuvé »

Nom et qualité du signataire

Signature du titulaire

H. Gilbert Responsable de l'Unité  
Bâtiment  
Apave  
Apave Parisienne SAS  
Bureau de Guadeloupe  
Imm. "Manhattan" Impasse des Palétuviers  
Voie Verte ZI de Jarry 97122 Baie Mahault  
Tél 0590 26 87 05 Fax 0590 26 86 84  
Siret 393 168 273 00232

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

A Jarry, le 24/10/16

Le représentant du pouvoir adjudicateur

pour l'APS et par délégation

Céline PARREAU  
Chef de Projet

Date d'effet du marché

Reçue notification du marché en main propre le

Le titulaire

## ANNEXE 01 : REPARTITION PAR COTRAITANTS

AE CCAP	Total en euros HT	Cotraitant 01 .....	Cotraitant 02 .....	Cotraitant 03 .....
		Montant en C HT	Montant en C HT	Montant en C HT
Mission de base – réalisation du rapport, 10 échantillons compris	3250	3250		
Echantillon supplémentaire	70 €/échan.	70		
<b>Total en euros HT</b>	3250	3250		
TVA à 8,5 %	276,25	276,25		
<b>TOTAL EN EUROS TTC</b>	3526,25	3526,25		

## **ANNEXE 02 : ACTE SPECIAL DE SOUS-TRAITANCE (LE CAS ECHEANT)**

---

Chaque annexe conforme à la présente annexe 02 constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Formulaire DC4 disponible sur le site :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>



**Agence Antilles Guadeloupe**

Impasse des Palétuviers  
Voie Verte - ZI de Jarry  
97122 Baie Mahault  
Tél. 05 90 26 87 05  
Fax 05 90 26 86 84  
pointe-a-pitre@apave.com

**APIJ - AGENCE POUR IMMOBILIER DE  
LA JUSTICE - COUR D'APPEL  
A l'attention de MME CELINE PARREAU  
28 RUE VICTOR SCHOELCHER**

**97200 FORT DE FRANCE**

Service AMIANTE  
Ligne directe  
N/Réf. 064434.14.8A/001 FF-CR

Baie-Mahault, le 19/08/2016

**Affaire suivie par FREDERIC FAVRY**

**Objet : Amiante - Repérage avant démolition - Immeubles bâtis  
Maison d'arrêt de Basse-Terre**

Madame,

Suite à votre demande du 19/08/2016, vous trouverez joint à la présente un contrat d'intervention ponctuelle relatif à la mission citée en objet.

**Validité de l'offre : 3 mois à dater de la présente proposition.**

En cas d'accord, nous vous demandons de bien vouloir nous retourner le document joint dûment revêtu de vos cachet et signature à l'adresse suivante :

**Apave Parisienne SAS - Agence de Guadeloupe  
Immeuble MANATHAN  
Impasse des Palétuviers  
ZI de Jarry  
97122 BAIE-MAHAULT**

Vous remerciant de votre confiance,

Nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

Le responsable d'unité

GILBERT NOUËL

P.J. : Un contrat d'intervention

**CONTRAT D'INTERVENTION PONCTUELLE**

Entre : **APIJ - AGENCE POUR IMMOBILIER DE  
LA JUSTICE - COUR D'APPEL**  
28 RUE VICTOR SCHOELCHER

97200 FORT DE FRANCE

Représenté(e) par :

Et : **Apave Parisienne SAS** ci-après désignée Apave Parisienne  
17, rue Salneuve - 75854 PARIS CEDEX 17

Représentée par : Monsieur B. SOURDIN, Chef du bureau de Guadeloupe

<b>LIEU DE VISITE</b>	<b>PERSONNE A CONTACTER</b>
<b>APIJ</b>	<b>Nom : MME CELINE PARREAU</b>
<b>MAISON D'ARRET DE BASSE TERRE RUE DUGOMMIER 97100 BASSE TERRE</b>	<b>Tél : 05 96 48 71 94 Fax : Mail : <a href="mailto:celins.parreau@justice.fr">celins.parreau@justice.fr</a></b>

**OBJET DE LA MISSION**

Amiante - Repérage avant démolition - Immeubles bâtis  
Maison d'arrêt de Basse-Terre

**DEFINITION DE LA MISSION**

CDAM0160.4-Amiante - Repérage avant démolition - Immeubles bâtis

**INTERLOCUTEUR Apave Parisienne**

**FREDERIC FAVRY**  
Tel. :

Secrétariat : 0590 26 87 05  
Fax : 0590 26 86 84

**INTERVENANT Apave Parisienne**

L'intervention sera assurée par FREDERIC FAVRY

**OBLIGATIONS RECIPROQUES**

Dans le but d'assurer la sécurité pendant les interventions Apave Parisienne, en conformité avec le décret 92.158 du 20 Février 1992, des échanges d'informations sur les risques liés aux interférences entre activités auront lieu. Des mesures de sécurité seront arrêtées en commun ; leur adéquation et leur application seront vérifiées sur le terrain, au plus tard à l'instant où débute l'intervention.

Un document écrit permettant de tracer ces actions, et donnant lieu selon le cas à analyse de risques ou plan de prévention, sera établi par les deux parties. Les deux parties s'engagent à faire intervenir en tant que de besoin un représentant diligent et qualifié pour ces actions.

En l'absence de risques résultant de l'interférence entre activités signalés par le Client, celui-ci engage sa responsabilité en cas d'accident dû à la co-activité.

Le Client assure la coordination des mesures de prévention. Il désigne auprès du représentant de l'Apave Parisienne un technicien qualifié connaissant l'établissement pour diriger et assurer les manœuvres. Les manœuvres restent sous la responsabilité du Client.

## CONDITIONS PARTICULIERES D'INTERVENTION

Si une levée de réserve est nécessaire, cette intervention fera l'objet d'une mission complémentaire.

## CALENDRIER DE REALISATION

A convenir d'un commun accord à réception du contrat

## CONDITIONS COMMERCIALES

Le montant de notre mission, tous frais compris, est de 3 250,00 € HT, soit 3 526,25 € TTC, TVA au taux de 8,50 %, y compris l'analyse de 10 échantillons.

Coût complémentaire amlante (si nécessaire)

Analyse d'un échantillon de matériaux (l'unité) : 70,00 € HT soit 75,95 € TTC (nombre à déterminer par l'opérateur)

*Le Client s'engage à prévenir Apave Parisienne, au moins 48 heures à l'avance, de l'annulation d'une intervention confirmée par avis de passage.*

*Dans le cas contraire, Apave Parisienne se réserve la possibilité de facturer une somme forfaitaire avec un minimum de 150,00 € HT.*

*Cette disposition s'applique également en cas d'incident de visite tel que locaux ou installations non accessibles, refus de visite ou visite complémentaire non prévue dans le cadre du présent contrat, etc...*

## ECHEANCIER DE PAIEMENT

Facturation après intervention

## CONDITIONS DE PAIEMENT

Les prestations sont payables, sans escompte, à la date de paiement indiquée sur la facture.

## RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS



à nous communiquer ou vérifier

- Numéro SIRET : 18009225699999

- Code NAF : 9999Z

- TVA CEE : FR999999999999

Lieu d'envoi des factures	Lieu d'envoi des rapports (si différent)
APIJ - AGENCE POUR IMMOBILIER DE LA JUSTICE - COUR D'APPEL 28 RUE VICTOR SCHOELCHER  97200 FORT DE FRANCE Nombre d'exemplaires : 2	        Nombre d'exemplaires

## PIECES CONTRACTUELLES

- Le présent contrat et annexe(s)
- Les Conditions Générales de Vente et d'Intervention de Apave Parisienne SAS

En cas de contradiction, les conditions particulières du présent contrat priment sur tout autre document.

Pour le Client  
(date - cachet - signature)

## 1. OBJECTIF

Apave a pour mission de réaliser un repérage des produits et matériaux contenant de l'amiante préalablement à la démolition d'un immeuble bâti, l'opération consistant à détruire au moins une partie majoritaire de la structure d'un bâtiment.

## 2. OBJET

La prestation porte, dans les immeubles dont le permis de construire a été délivré avant le 1er Juillet 1997, sur le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante figurant sur la liste C de l'annexe 13-9 mentionnée aux articles R 1334-22 du Code de la Santé Publique, cette liste n'étant pas limitative.

## 3. REFERENTIELS

Les obligations du client sont notamment définies par les textes suivants :

- Code de la Santé Publique : articles R.1334-19 et R.1334-22 modifiés par les décrets n° 2011-629 du 3 juin 2011
- Décret n°2010-1200 du 11 octobre 2010 pris pour l'application de l'article L.271-6 du code de la construction et de l'habitation
- Décret 2011-629 du 3 juin 2011 : protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Norme NF X 46-020 décembre 2008: repérage des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.
- Documents à caractère technique et normatif référencés pour les méthodes d'évaluation :  
MDHS n° 77 de Juin 1994 : « Amiante dans les matériaux – échantillonnage et identification par microscopie en lumière polarisée » (MOLP),  
NF X 43-050 : « Détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission équipée d'un analyseur en dispersion d'énergie des rayons X (META) ».

## 4. CONTENU DE LA PRESTATION

La prestation comprend 2 phases :

### Phase 1 :

Une visite initiale sur site pour établir un pré-rapport qui précise :

- les matériaux et produits visibles et accessibles contenant de l'amiante,
- la localisation des investigations approfondies destructives ou des démontages particuliers à réaliser par le client et nécessaires pour accéder aux matériaux susceptibles de contenir de l'amiante,
- les sondages à réaliser pour vérifier l'homogénéité ou la nature d'un matériau ou d'un produit

### Phase 2 :

Après réalisation des investigations approfondies destructives et démontages particuliers, une ou plusieurs visites pour réaliser les prélèvements complémentaires d'échantillons et établir le rapport final de la prestation.

Les composants de la construction et les parties du composant à sonder sont définis dans l'article R 1334-22 du code de la santé publique. Ce sont :

- les matériaux et produits repris dans le tableau de la liste C du Code de la Santé Publique
- tout autre matériau et produit réputé contenir de l'amiante dont la personne qui effectue le repérage aurait connaissance.

Le rapport relatif à l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante avant

démolition d'immeuble bâti est établi selon l'arrêté du 26 juin 2013 sur la base des constats effectués le jour de la visite.

## 5. CONDITIONS D'EXECUTION

L'exécution de la prestation nécessite que le client fournisse à Apave au début de la mission.

- Le descriptif des immeubles ou parties d'immeubles concernées par la démolition, dénomination, fonction principale du bâtiment
- La date de délivrance du permis de construire ou le cas échéant date de construction,
- Les plans au format A3 ou A4 ou, à défaut, des croquis ainsi que tout document ou information susceptible d'aider l'opérateur dans sa tâche (descriptif, fiches matériaux...),
- Tous les repérages déjà réalisés dont il dispose et le dossier technique amiante ou le dossier amiante parties privatives, selon le cas.
- Un accompagnateur ayant les délégations, compétences, habilitations et moyens requis pour le bon déroulement de la prestation connaissant l'établissement, les installations, appareils et équipements et qu'il est apte à réaliser les manœuvres nécessaires et à en assurer le commandement.
- Les moyens d'accès dans les conditions normales de sécurité aux locaux et ouvrages ainsi que les démontages et remontages indispensables pour la réalisation normale du repérage.

La phase 2 du repérage (cf. paragraphe 4) ne peut être réalisée qu'après évacuation définitive du bâtiment et enlèvement des mobiliers.

Le Client est tenu de procéder aux démontages nécessitant des outillages et/ou aux investigations approfondies destructives demandées par l'opérateur de repérage. Celles-ci peuvent être réalisées par une entreprise de travaux sur commande du Client à partir des indications données par l'opérateur de repérage.

Le repérage doit s'effectuer dans tous les locaux et espaces de l'immeuble

## 6. LIMITES

La remise du rapport de repérage contre accusé de réception clôt la prestation Apave.

### Sont exclus de la prestation :

- Le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante ne faisant pas indissociablement corps avec l'ensemble ou la partie d'ensemble concerné par le repérage,
- La réalisation des investigations approfondies destructives
- Le calcul des surfaces selon la « Loi Carrez »,
- Les autres diagnostics immobiliers obligatoires,
- La mise à jour du Dossier Technique Amiante,
- La mise à jour du Dossier amiante parties privatives,
- Les visites complémentaires pour les locaux non accessibles,
- Le repérage des matériaux ou produits des éléments mobiliers.
- L'évaluation de l'état de conservation des matériaux repérés (en option)

Il est rappelé que, conformément à la réglementation, cette prestation ne concerne que le repérage réglementaire des matériaux contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble bâti.

Toute autre prestation relative à l'amiante dans les bâtiments (mesures d'empoussièrement, établissement des consignes générales de sécurité, audits mobiliers, vérification de travaux de retrait de matériaux contenant de l'amiante, vérification d'un confinement de chantier, coordination SPS...), résultant d'une obligation réglementaire ou non pour le propriétaire est exclue.

## 7. AUTRES PRESTATIONS POUVANT ETRE PROPOSEES PAR APAVE

Ne relèvent pas de la prestation repérage avant démolition – immeubles bâtis :

- Le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les bâtiments avec ou sans travaux,
- L'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante,
- L'assistance à l'élaboration et mise à jour des Dossiers Techniques Amiante,
- Le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les équipements, process et pour toute opération ne relevant pas du Code de la Santé Publique (art. R.4412-97 du code du travail),
- L'examen visuel des surfaces traitées après désamiantage,
- Les mesures d'empoussièrement,
- La formation des équipes aux risques amiante,
- Les autres diagnostics immobiliers (plomb, termites, diagnostic de performance énergétique, risques naturels, miniers et technologiques, électricité, gaz, loi carrez, diagnostics déchets de démolition).

## 8. SPECIFICATIONS PARTICULIERES

La prestation de repérage d'Apave sera, conformément à l'article R. 1334-23, réalisée par une personne certifiée.

L'analyse des échantillons sera réalisée par un laboratoire, accrédité COFRAC d'Apave ou d'un sous-traitant, disposant d'un microscope optique à lumière polarisée, microscope électronique à balayage ou microscope électronique à transmission analytique.

Les types de microscopes MOLP (Microscopie Optique en Lumière Polarisée) pour les matériaux fibreux avec fibres apparentes, META (Microscopie Electronique à Transmission Analytique) pour les matériaux rigides, compacts seront déterminés par le laboratoire.

Les conditions particulières du contrat précisent les bâtiments ou parties de bâtiments visés par la prestation. Si des adaptations intervenant a posteriori des conditions particulières initiales, alors elles feront l'objet d'un avenant au contrat initial ou d'un contrat spécifique.

La facturation tiendra compte du nombre réel de prélèvements et d'analyses effectués.

Compte tenu des conditions d'intervention et des limites de la prestation, la responsabilité d'Apave ne saurait être engagée en cas de désaccord du Client sur le nombre d'échantillons prélevés ou de sondages destructifs demandés lors de la visite.

Si le Client est dans l'impossibilité de fournir les plans ou croquis des bâtiments, Apave réalisera, sur place, en supplément de la prestation, les croquis permettant de localiser les éléments d'ouvrages examinés et les matériaux repérés.

Les zones non examinées et les matériaux suspects qui n'ont pu faire l'objet des prélèvements ou sondages considérés comme nécessaires, seront mentionnées dans le rapport et peuvent faire l'objet d'une prestation complémentaire.

Pour information, en cas de démolition partielle, le périmètre de ce repérage doit être complété par l'entreprise en fonction des travaux de démolition objets de son marché et des moyens qu'elle envisage de mettre en œuvre, notamment si ces derniers sont susceptibles d'impacter des parties de l'immeuble bâti non directement concernées par la démolition.



## CONDITIONS GENERALES DE VENTE ET D'INTERVENTION

Les présentes conditions régissent les prestations, périodiques ou non, de Apave Parisienne SAS, et après dérogation Apave Parisienne. Par exception, des conditions particulières peuvent compléter, suppléer ou écarter telle clause des présentes conditions générales.

### ARTICLE 1 - DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat est expressément conclu pour une durée minimale ferme d'une année civile, il prend effet à la date de sa signature par le client. Il se poursuit tacitement pour une durée identique, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant le respect d'un préavis de 2 mois au plus avant l'expiration de chaque période. En cas de non respect des obligations contractuelles par l'une ou l'autre des parties, le contrat peut être rompu par la partie lésée par lettre recommandée avec accusé de réception 8 jours après mise en demeure restée sans réponse.

### ARTICLE 2 - PRIX DU CONTRAT

Le prix mentionné sur l'offre adressée au client est établi soit de façon forfaitaire soit en fonction des barèmes et tarifs en vigueur à la date de la dite offre, selon le diagnostic technique concerné. Il tient compte des matériels et installations recommandés par Apave Parisienne ou du matériel des charges fourni par le client et accepté par Apave Parisienne au moment de l'acceptation de l'offre. Sauf exception, le prix du contrat est ferme pour l'ensemble de la première intervention, après acceptation par le client, pour le contrôle des matériels et installations dont le périmètre a été préalablement défini au moment de l'offre. Cependant, tout changement de nature à modifier de façon sensible la durée et la teneur des prestations de Apave Parisienne (nouveaux appareils ou nouvelles installations non inclus dans la détermination du prix), y compris au cours de la première intervention, pourra faire l'objet d'un réajustement du prix, par établissement d'un avenant au contrat d'origine qui devra être accepté par le client avant prise en compte des matériels et installations complémentaires. Le prix est exprimé en € hors taxes et est majoré de la TVA au taux applicable à la date d'émission des factures.

### ARTICLE 3 - REVISION DU PRIX

En cas de reproduction du contrat, il sera procédé, au terme de chaque échéance, à une révision du prix. Cette révision sera effectuée en fonction :

- de l'évolution des matériels et installations faisant l'objet du contrat d'origine,
- de toute évolution de la réglementation entraînant une modification significative de la prestation,
- de l'augmentation des tarifs de Apave Parisienne suite par son conseil d'administration pour l'exercice suivant, pour les contrats dont le prix est établi en référence à un barème,
- de l'application de la formule suivante (ou toute autre formule proposée par le client et acceptée par Apave Parisienne) pour les contrats dont le prix est établi de façon forfaitaire (en €) :

$$P = P_0 (0.19 + 0.80 \frac{S_0}{S})$$

Dans laquelle :

- P = montant révisé
- P<sub>0</sub> = montant initial
- S<sub>0</sub> = valeur de l'indice ICHT (M2) connue à la date de souscription du contrat (ou le cas échéant de tout autre indice qui viendrait à lui être substitué)
- S = valeur de ce même indice connue à la date anniversaire de souscription du contrat

Cette formule sera également appliquée à tous travaux complémentaires, non compris dans la prestation, qui pourraient être requis par le client.

### ARTICLE 4 - CONDITIONS DE Paiement

Les prestations de Apave Parisienne sont payables sans escompte à la date de paiement indiquée sur la facture sans déduction contraire. Passée l'échéance, une pénalité pour retard de paiement, calculée sur la base d'un taux égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal sera applicable, sans qu'aucun rappel soit nécessaire. Le paiement ne sera en aucun cas être subordonné à la délivrance d'autorisation administrative liée à la mission confiée à Apave Parisienne et d'une manière générale à toute décision d'une partie étrangère au présent contrat. En aucun cas, une divergence technique ne pourra suspendre le paiement des sommes dues. Apave Parisienne se réserve en outre le droit, 15 jours après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception restée totalement ou partiellement sans effet, de suspendre ses prestations jusqu'à paiement intégral des sommes dues.

### ARTICLE 5 - CONDITIONS D'INTERVENTION ET OBLIGATIONS DE APAVE PARISIENNE

Apave Parisienne agit en qualité de prestataire de services assujéti, comme tel, à une obligation de moyens. Les agents de Apave Parisienne interviennent dans le cadre des conditions techniques définies ci-après et des prescriptions législatives ou réglementaires en vigueur. Ils interviennent de jour (de 8h à 18h) durant les jours ouvrés (du lundi au vendredi).

En dehors de ces jours et horaires, Apave Parisienne se réserve la possibilité d'intervenir une facture complémentaire, notamment les interventions effectuées de nuit, ainsi que les samedi, dimanche et jours fériés. Les agents de Apave Parisienne s'agissent que comme techniciens techniques, quelle que soit la nature des services effectués ou rendus par eux. Ils ne peuvent jamais avoir la direction, ni le contrôle de l'appareil, de la machine ou, d'une manière générale, de la chose à propos de laquelle ils interviennent. En conséquence, le client en conserve la garde, constatant l'intervention de Apave Parisienne dont les agents n'agissent qu'en qualité de préposés occasionnels du client. La responsabilité de Apave Parisienne ne saurait être recherchée pour tout incident ou accident survenant sur des installations ou matériels non rapportés au présent contrat ou dont l'origine serait sans rapport avec la nature de la prestation définie aux conditions techniques ci-après.

Apave Parisienne ne peut jamais avoir la direction et l'usage de l'appareil, de la machine ou, d'une manière générale, de la chose à propos de laquelle elle intervient et dont le client conserve la garde. Elle n'est tenue en particulier qu'à l'entretien des parties visibles et accessibles ; ses interventions ne peuvent produire, aux limites, à aucun débranchage ou arrachage destructif. De plus, les matériels installés dans les locaux non accessibles au moment du passage de l'agent de Apave Parisienne ne feront pas l'objet de la vérification, les honoraires correspondants restant toutefois dus à Apave Parisienne.

D'une manière expresse, les parties conviennent de limiter les dommages et intérêts auxquels pourrait prétendre éventuellement le client, du fait d'une détermination de responsabilité de Apave Parisienne, aux sommes effectivement versées par lui au titre de la prestation pour laquelle la responsabilité de Apave Parisienne aurait été retenue.

Le client renonce expressément à demander à Apave Parisienne l'indemnisation de tous préjudices indirects et notamment perte de chiffre d'affaires, perte de bénéfices, perte d'image de marque, actions engagées par un tiers. Apave Parisienne s'engage à divulguer à des tiers toute information particulière concernant le client sans accord exprès de celui-ci, mais se réserve la possibilité de faire figurer son nom sur une liste de références commercialisées.

### ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU CLIENT

Le client autorise les agents de Apave Parisienne à intervenir librement dans l'établissement concerné ; il les fera accompagner par une personne qualifiée qui leur fournira tous les renseignements utiles pour remplir leur mission. Cette personne assurera la direction des opérations nécessaires à l'intervention des agents de Apave Parisienne et prendra toutes les mesures permettant son bon accomplissement. En particulier, le client devra permettre l'accès sans délai aux locaux, à visiter et fournir tous les moyens d'accéder en sécurité aux matériels hors de portée normale des agents.

Le client s'engage à présenter aux agents de Apave Parisienne tout le matériel objet du présent contrat. Il devra, préalablement à la visite du représentant de Apave Parisienne, fournir tous les documents, plans et informations nécessaires à la réalisation de celle-ci. Le client doit se conformer à la réglementation en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité du travail, notamment au décret n°92109 du 20 février 1992 relatif à l'intervention des entreprises extérieures.

Les interventions de Apave Parisienne ont pour objet de compléter en langue française quelle qu'elle soit, les rapports et compléments en langue française quelle qu'elle soit, ne sauraient en aucun cas décharger celui-ci de ses obligations vis-à-vis des prescriptions légales ou réglementaires auxquelles il est personnellement soumis.

La responsabilité de Apave Parisienne ne pourra être retenue dans les cas où le client ne se serait pas conformé, dans les délais, aux prescriptions formulées par les agents de Apave Parisienne relativement aux matériels contrôlés. En outre Apave Parisienne se réserve le droit d'écarter de sa surveillance des appareils qui présenteraient un danger et pour lesquels le client se compromettrait pas à prendre les mesures de sécurité indiquées par Apave Parisienne. Apave Parisienne pourra proposer au client des dates ou programmes d'intervention. Mais il appartiendra au client de convoquer Apave Parisienne pour toute intervention et de lui signaler sans délai toute avarie ou accident survenu sur les installations ou matériels objet du présent contrat.

En cas de non respect par le client des conditions ci-dessus, la responsabilité de Apave Parisienne ne pourra être recherchée et les sommes payées par le client lui retourneront acquies. Le client s'engage à prévenir Apave Parisienne, au moins 48 heures à l'avance, de l'annulation ou du report d'une intervention. Dans le cas contraire, Apave Parisienne se réserve la possibilité de facturer les frais inhérents au préjudice causé par l'annulation ou le report de la dite intervention.

Cette disposition s'applique, également, au cas d'absence de visite, ou de retard de visite.

### ARTICLE 7 - ASSURANCES

Apave Parisienne est assurée en responsabilité civile. Le client doit se garantir contre les risques qu'il ferait encourir aux agents de Apave Parisienne et les incidents ou accidents dont la responsabilité lui incomberait.

### ARTICLE 8 - RESILIATION

En dehors des cas de dénonciation prévue à l'article 1 et en cas de manquement par l'une des parties à l'une des obligations à sa charge en vertu du présent contrat, l'autre partie pourra considérer le présent contrat résilié de plein droit un mois après l'envoi à la partie défaillante d'une mise en demeure d'avoir à remédier audit manquement sous la forme recommandée avec accusé de réception restée sans effet. En cas de résiliation d'un contrat, quelle qu'en soit la cause, les factures restant à courir seraient dues à Apave Parisienne et les sommes déjà payées par elle lui retourneront acquies, sans préjudice des frais et autres accessoires résultant dudit manquement.

### ARTICLE 9 - MODIFICATIONS CONCERNANT LA SITUATION DU CLIENT

En cas de changement d'adresse du client ou des installations reprises au présent contrat, le client s'engage à le signaler sans délai à Apave Parisienne. En cas de cession, apport en société, fusion, changement de raison sociale, vente totale ou partielle de son fonds de commerce, le client s'engage à imposer à son successeur l'adhésion au présent contrat.

### ARTICLE 10 - LOI ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le présent contrat est soumis à la loi française. En cas de litige et après une tentative de recherche d'une solution amiable, compétence expresse est attribuée au Tribunal de Commerce de PARIS, nonobstant pluralité de défendeur ou appel en garantie.

### ARTICLE 11 - FORMATION PROFESSIONNELLE

Les prestations de Formation Professionnelle de Apave Parisienne font l'objet de conditions particulières qui complètent les présentes conditions générales.

### ARTICLE 12 - CONTRÔLES TECHNIQUES DE CONSTRUCTION

Les présentes conditions générales ne s'appliquent pas aux prestations de Contrôles Techniques de Construction de Apave Parisienne qui font l'objet de conditions générales spécifiques.



## FICHE D'INFORMATION

**Raison Sociale :** APAVE PARISIENNE SAS  
**Adresse du siège :** 17 Rue Salneuve  
75854 PARIS CEDEX 17  
**Téléphone standard :** (33) 1.40.54.58.00  
**Fax général :** (33) 1.40.54.58.88  
**SIREN :** 393 168 273  
**SIRET du siège :** 393 168 273 00026  
**TVA Intracommunautaire :** FR60 393 168 273  
**Code NAF :** 7120B  
**Déclaration d'activité centre de formation :** 11.75.45689.75

### COMPTABILITE CLIENT / POLE RECouvreMENT

Pour l'envoi de vos règlements et lettres de règlement :

**Raison Sociale :** APAVE PARISIENNE SAS  
**Adresse du siège :** 17 Rue Salneuve  
75854 PARIS CEDEX 17

**Comptabilité Client (relevé de compte, avis de règlement, duplicata de facture) :**

**Téléphone :** 01.40.54.57.79 / 01.40.54.46.69 / 01.40.54.46.68 / 01.40.54.46.12  
**Mail :** [compta-client.paris@apave.com](mailto:compta-client.paris@apave.com)

**Pole recouvrement (litige à déclarer, suivi des dossiers relancés)**

**Téléphone :** 01.40.54.57.22 / 01.40.54.57.64 / 01.40.54.56.73  
**Mail :** [recouvrement.paris@apave.com](mailto:recouvrement.paris@apave.com)



Relevé d'Identité Bancaire

IBAN

Cadre réservé au destinataire du relevé

Titulaire du compte

APAVE PARISIENNE SAS

Domiciliation

PARIS ETOILE ENTREPRISES (00813)

**RIB :** 30004 00703 00025027630 50

**IBAN :** FR76 3000 4007 0300 0250 2763 050

**BIC :** BNPAFRPPGA